

extérieures au sujet de ses réponses d'hier au sujet de l'article de journal selon lequel on procéderait à un second essai souterrain dans l'île Amchitka dans les Aléoutiennes. Le ministre nous a dit hier qu'il n'avait reçu aucun avis du gouvernement des États-Unis. A-t-il l'intention de s'enquérir auprès des États-Unis de la date de cet essai souterrain et de sa puissance? Lorsqu'il aura obtenu ces renseignements, le gouvernement a-t-il ou non l'intention de présenter des instances aux États-Unis et de joindre ses protestations à celles des autres pays?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je crois que le député a mal interprété mes propos d'hier. Je n'ai pas dit que nous ne connaissions pas la date approximative des prochains essais. On nous a dit qu'ils auraient probablement lieu dans quelques années, puis on a précisé davantage l'époque où ils auraient lieu. Mais nous n'avons toujours pas reçu les résultats des premiers essais, sur lesquels nous fonderions toute protestation que nous jugerions bon de faire. Il y a lieu de noter aussi que le gouvernement canadien s'oppose à tout essai souterrain des Américains, des Soviétiques ou des Chinois.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire. Étant donné l'anxiété suscitée chez les habitants de la côte du Pacifique, du côté américain comme du côté canadien, le ministre presse-t-il le gouvernement américain de lui fournir les renseignements voulus au sujet des derniers essais pour que le gouvernement canadien soit en mesure d'évaluer la situation en connaissance de cause et d'y faire opposition si l'ampleur des essais constitue un danger pour les riverains du Pacifique?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, j'ai déjà indiqué à la Chambre à plusieurs reprises que nous avons demandé au gouvernement américain certains renseignements et que nous attendons sa réponse.

LA SOUVERAINETÉ

GEORGE'S BANK—PROTESTATIONS DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN AU SUJET DE L'ÉMISSION DE PERMIS D'EXPLOITATION DE GAZ NATUREL ET DE PÉTROLE

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Pourrait-il nous dire s'il est au courant des protestations faites par le gouvernement américain concernant l'émission de permis d'exploitation et de mise en valeur des puits de gaz naturel et de pétrole sous les eaux du golfe du Maine?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui Monsieur l'Orateur. La Chambre sait, je pense, qu'il existe une certaine incertitude quant à la ligne de démarcation séparant le plateau continental entre le Canada et les États-Unis. Les pourparlers se poursuivent à ce sujet et les États-Unis, comme nous, ont officiellement énoncé leur position.

[Français]

M. Beaudoin: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre.

Le gouvernement canadien s'est-il assuré que ces permis avaient été accordés aux fins d'exploration dans les eaux canadiennes?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nous avons délivré des permis dans les eaux que nous considérons comme eaux canadiennes, mais la ligne de démarcation du plateau continental entre les deux pays en cause fait l'objet de pourparlers en vue d'en arriver à un accord. Si on ne peut y arriver, il sera présumé que la ligne équidistante est la ligne exacte, et c'est sur cette base que nous délivrons les permis en ce moment.

LES POSTES

LE CONFLIT POSTAL À MONTRÉAL

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Postes concernant la suspension du courrier dont sont encore affectés les Montréalais et le réseau inextricable de contradictions quand il s'agit de savoir qui est responsable de la situation déplorable du service du courrier. Le ministre peut-il dire si des entretiens ont lieu pour remédier à cette situation et pense-t-il qu'ils vont aboutir?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et des Communications): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit précédemment, je me suis mis en rapport avec le secrétaire de la CSN samedi et, il le sait, je suis toujours à sa disposition pour poursuivre les pourparlers...

Une voix: Quelqu'un écoute-t-il?

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Étant donné